

Le syndicat des énergies renouvelables (SER) a fortement réagi hier aux informations de "Contexte"

Le syndicat des énergies renouvelables (SER) a fortement réagi hier aux informations de "Contexte", selon lesquelles le Premier ministre s'apprêterait à publier un décret sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) tout en imposant un moratoire sur le solaire et l'éolien terrestre. "Ceci constituerait un profond déni démocratique car un tel moratoire a été massivement rejeté cet été par 377 députés", a dénoncé le syndicat, pour qui il serait par ailleurs "inconcevable que la PPE s'éloigne à ce point du texte de la proposition de loi Gremillet adopté par les sénateurs". Pour le syndicat, un tel moratoire constituerait aussi "un déni énergétique", car "en arrêtant brutalement la transition énergétique, ce sont les énergies fossiles qui sortiront grandes gagnantes".

La confiance des ménages en France est restée stable en septembre après un léger repli en août, a indiqué l'Institut national de la statistique hier. L'indicateur qui synthétise la confiance des ménages s'est établi à 87 en septembre, inchangé sur un mois et demeure sous sa moyenne de longue période, soutenu par la confiance des ménages dans leur capacité à épargner à l'avenir, qui atteint un maximum historique.

Le président (LR) du Sénat Gérard LARCHER s'est dit hostile hier "au retour des recettes de 1981", dans une allusion à la

possibilité de rétablir un impôt sur les grandes fortunes qui est envisagée par une partie du camp présidentiel pour trouver un compromis avec les socialistes. "Est-ce qu'on recherche plus d'équité fiscale ? La réponse est oui. Mais est-ce qu'on revient aux recettes de 1981 ? Ma réponse est non", a déclaré M. LARCHER sur Public Sénat. M. LARCHER faisait allusion à une proposition de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), créé sous un autre nom par la gauche avec l'arrivée de François MITTERRAND au pouvoir en 1981, supprimé en 1986 puis rétabli en 1988 avant d'être supprimé en partie en 2018. Cette proposition a été soutenue par le président du groupe MoDem à l'Assemblée nationale Marc FESNEAU en lieu et place de la taxe Zucman réclamée par la gauche.

Le président de l'U2P Michel PICON a réexpliqué hier pourquoi il n'irait pas au meeting patronal "BCBG" du Medef, refusant de voir les petits patrons servir de "chair à canon" à une "lutte de classes inversée". Le président de la plus petite organisation patronale, derrière le Medef et la CPME, avait déjà annoncé qu'il n'irait pas à "l'énorme meeting, toutes organisations patronales confondues" qu'a annoncé le président du Medef Patrick MARTIN pour le 13 octobre, apparemment sans avoir consulté ses pairs. Jeudi devant

ses adhérents réunis aux Rencontres de l'U2P à Paris, il y est revenu avec virulence. "Nous ne sommes pas une filiale du Medef. Il n'y a pas un PDG là-haut qui dit à tous ses salariés, 'lundi, tous dans la cour'". "Je ne suis pas ton subordonné", a-t-il lancé à l'adresse de M. MARTIN, sous les applaudissements. "Aujourd'hui, a-t-il conclu, ce qui nous est proposé, c'est de manifester dans une lutte de classes inversée. On n'y a pas notre place. Pour moi, la manifestation BCBG, non merci".

Il faudra désormais éviter de libeller les virements vers sa mère ou un artisan par simplement "Maman" ou "Electricien" mais préciser plutôt l'identité exacte, a conseillé hier la fédération bancaire française, qui appliquera le 9 octobre un service de vérification du bénéficiaire décidé au niveau européen. A partir du 9 octobre et en application d'un règlement européenne, toutes les banques de la zone euro mettront en œuvre ce nouveau service qui exigera d'entrer un nom pour tout virement. "Ce dispositif vise à sécuriser les virements bancaires en vérifiant que le nom du bénéficiaire renseigné par le client correspond bien à l'IBAN (numéro de compte, NDLR) du compte destinataire", pour apporter "une protection renforcée contre les fraudes", indique la fédération professionnelle.

Une intersyndicale large dans la fonction publique a appelé les agents publics à participer à une nouvelle journée de grève et de mobilisation le 2 octobre, dénonçant l'absence de réponses concrètes du gouvernement à leurs revendications, selon un communiqué

publié hier. Les huit organisations représentatives dans la fonction publique (CGT, FO, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, la CFE-CGC et la FA-FP) ont salué la "réussite" de la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre. Sur les quelque 5,8 millions d'agents publics en

France, 12,7 % étaient en grève dans la fonction publique de l'Etat, 7,47 % dans la fonction publique territoriale, et 7,6 % dans la fonction publique hospitalière.

■

